



**Le COVID révélateur et accélérateur des dysfonctionnements dans
l'Éducation nationale :
une rentrée scolaire dans des conditions inacceptables !**

Communiqué de presse

Nos organisations syndicales dénoncent une rentrée scolaire 2020 qui brille par l'absence de moyens à la hauteur des enjeux sanitaires et sociaux :

- Un protocole sanitaire établi en urgence à 5 jours de la rentrée des classes et très assoupli alors que la circulation du virus s'accélère à nouveau ;
- Aucune information diffusée à ce jour pour les conditions de travail des personnels vulnérables dans la Fonction Publique ;
- Des masques rendus obligatoires à partir du collège pour les élèves... mais non fournis et donc à la charge des familles ;
- Des fréquences de nettoyage et désinfection réduites car il manque de postes d'agents ;
- Des classes surchargées en raison des nombreuses suppressions de postes et une distanciation impossible à respecter dans certains lieux clos ;
- Pas de création de postes supplémentaires pour permettre aux élèves de rattraper le retard accumulé durant le confinement ;
- Des directeurs-rices d'école et des chef-fes d'établissement éloigné-es du cœur de leur métier pour devenir des courroies de transmission et des gestionnaires en urgence d'application de protocoles du jour pour le lendemain ;
- des personnels nerveusement éprouvés car ils doivent prévoir de multiples plans A, B ou C, se plier à des consignes de dernières minutes et appliquer en urgence des protocoles à géométrie variable ce qui empêche le travail d'organisation d'une rentrée pédagogique sereine.
- Un seul dispositif à partir de septembre pour lutter contre les inégalités scolaires creusées par le confinement : « Devoirs Faits », en collège, fondé sur le volontariat des familles et des heures supplémentaires pour divers intervenant-es parfois extérieur-es à l'établissement. Dans les écoles et les lycées : rien !
- Aucune place d'accueil supplémentaire n'a été financée en lycée professionnel dans les filières fléchées comme prioritaires (tourisme, industrie, soin et santé à la personne...). Aucune création dans les métiers de la transition écologique !
- Une partie des enseignements d'Éducation physique, d'Arts plastiques et d'Éducation musicale externalisés aux collectivités territoriales avec le dispositif 2S2C (Sport, Santé, Culture, Civisme).
- Des évaluations nationales à visée purement statistique sorties du contexte de la classe, qui risquent de générer beaucoup de stress chez les élèves et leur famille, imposées sans véritable moyens pour remédier aux difficultés des élèves et pour travailler en effectifs allégés.

En conséquence,

- Nous demandons pour cette rentrée :
 - des postes supplémentaires pour toutes les catégories de personnels pour permettre un allègement des effectifs dans les classes, la mise en place d'heures d'aide pour les élèves, et la meilleure prise en charge des élèves dans des conditions d'exercice correctes pour les personnels ;
 - la garantie de la disponibilité des masques pour les personnels, et leur gratuité pour les élèves ;
- Nous appelons tous les personnels, lorsqu'ils l'estiment nécessaire, à se saisir de leur devoir d'alerte, si besoin de leur droit de retrait, et à renseigner les fiches du registre Santé et Sécurité au travail et à se réunir pour établir la liste de leurs revendications.

La crise sanitaire a fait la preuve de l'importance pour la population de disposer de Services publics de qualité, dont celui de l'Éducation nationale. Il est donc urgent de leur redonner toute leur place en stoppant les politiques destructrices menées depuis des années et en :

- augmentant massivement le nombre de postes de fonctionnaires (pas en ayant recours à la contractualisation) et en mettant les moyens financiers nécessaires pour leur permettre d'être à la hauteur de leur mission,
- abrogeant la loi de Transformation de la Fonction Publique qui réduit à peau de chagrin le paritarisme, programme la suppression des CHSCT (comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) pourtant essentiels, et d'autant plus durant ces périodes de crise sanitaire, et multiplie les contrats précaires au sein de la fonction publique,
- retirant le projet de réforme des retraites,
- valorisant le point d'indice.

A Grenoble, mercredi 26 août 2020